



LÉGISLATIVES ET LOCALES 2022

Lenteur signalée dans la distribution des cartes d'électeur

Le ministre de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, Guy Georges Mbaka, s'est rendu le 27 juin dans deux arrondissements de Brazzaville pour s'enquérir de l'opération de distribution

des cartes d'électeur, prélude aux élections législatives et locales des 4 et 10 juillet prochains.

Si à Talangaï, sixième arrondissement, 57% des cartes d'électeur ont été distribuées, à Makélékélé, premier ar-

rondissement, le taux de distribution est estimé à moins de 30%. « Vous devez vous organiser de telle manière qu'avant le 4 juillet toutes les cartes soient distribuées », a lancé le ministre.

Page 2

AMÉNAGEMENT FORESTIER

Les techniciens s'imprègnent des nouvelles pratiques

L'unité de coordination du projet paysage forestier nord-Congo organise, depuis quelques jours, des sessions d'imprégnation au suivi des plans d'aménagement au profit des techniciens congolais.

La formation regroupe les agents du Centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques et ceux de la direction générale de l'économie forestière.

Page 6



Les convois sur la route des forestiersDR

MUSIQUE

Roga-Roga et Extra Musica à Paris en juillet



Roga-Roga et ses artistes sur scène à Brazzaville

L'artiste musicien congolais Roga-Roga et son groupe Extra Musica vont se produire en juillet prochain au Melting Crew Awards à Fontenay-sous-bois, près de Paris, en France. Le patron du meilleur orchestre national, qui vient de rentrer d'une tournée européenne, a annoncé l'événement le 27 juin à Brazzaville au cours d'un concert animé à son domicile, en présence de plusieurs mélomanes.

Page 16

LÉKOUMOU

Des autochtones accèdent aux services sociaux de base



Autochtones, acteurs sociaux et partenaires des Nations unies

Lancé en 2020, le projet « Joint SDG Fund » visant à améliorer l'accès des peuples autochtones aux services sociaux de base, dans le département de la Lékoumou, a enregistré des avancées. Selon une mission d'évaluation, en matière d'éducation, 1523

enfants autochtones et autres vulnérables ont été inscrits dans les écoles des districts de Sibiti, Zanaga, Komono, Mayéyé. D'autres actions ont été menées en faveur de cette population dans le domaine de la santé.

Page 6

ÉDITORIAL

Retour

Page 2

ÉDITORIAL

Retour

Après deux années d'éclipse due à la pandémie du coronavirus covid-19, la fête internationale de la musique a repris sa ferveur d'antan. Les amoureux de l'art ont rempli le 21 juin les lieux publics et les salles de spectacles pour célébrer un événement qui a intégré les cultures mondiales.

Au Congo, l'Union des musiciens congolais (UMC) s'emploie désormais à coupler la fête de la musique avec la sape. Cette année, il a été inscrit au programme des activités musicales et des parades de sapeurs dans les douze départements du pays. L'objectif étant, selon les initiateurs, de consolider la paix et l'unité nationale à travers la musique et le vestimentaire.

Au même titre que le sport, la musique et la sape brisent les barrières ethniques, régionales et participent à la cohésion sociale comme le considèrent les membres de l'UMC qui ont mis à profit cette occasion pour créer un cadre d'expression aux musiciens.

Cette initiative de l'UMC se justifie par le fait que lors des précédentes éditions, les activités n'étaient organisées qu'à Brazzaville et Pointe-Noire. Cette fois-ci, les concerts gratuits ont eu lieu un peu partout sur l'ensemble du territoire national.

Les partenaires institutionnels, les entreprises commerciales, les médias ont été sollicités pour donner plus d'éclat aux festivités. En somme, la quarantième édition aura permis aux musiciens et aux mélomanes des deux Congo de magnifier l'inscription de la rumba au patrimoine universel de l'Unesco.

Les Dépêches de Brazzaville

ELECTIONS 2022

Des inquiétudes dans la distribution des cartes d'électeur

A quelques jours de la tenue des élections législatives et locales des 4 et 10 juillet prochains, le doute subsiste quant à la distribution des cartes d'électeurs dans certaines circonscriptions électorales.



Les chefs de quartier/Adiac

Pour s'enquérir de la situation à Brazzaville, le ministre de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, Guy Georges Mbacka, a effectué le 27 juin une descente dans les arrondissements 6, Talangaï, et 1, Makélékélé. En effet, si à Talangaï plus de 57% de cartes sont déjà distribuées aux électeurs, à Makélékélé le chiffre avancé est de moins de 30%. « Le chiffre global des cartes distribuées est de l'ordre de 43 263 sur un total de 98 976, donc la tâche est encore ardue », a reconnu l'administrateur-maire de Makélékélé, Bernard Batantou.

Le ministre Mbacka, de son côté, a demandé à l'administration électorale de hâter les pas pour que chaque électeur ait sa carte à temps. Il a offert à Makélékélé une enveloppe financière supplémentaire pour recruter des contrôleurs qui feront le suivi et l'évaluation de la distribution des cartes. « Vous devez vous organiser de telle manière qu'avant le 4 juillet, toutes les

cartes soient distribuées », a-t-il martelé.

A Talangaï, il a été édifié par l'administrateur-maire, Privat Frédéric Ndeké, en présence des responsables des quartiers fortement impliqués dans cette action. Ainsi, il ressort que 61 166 cartes d'électeurs ont été déjà distribuées avec le concours d'une équipe de contrôleurs mise en place par le maire. « C'est une opération difficile, un très grand arrondissement avec beaucoup d'électeurs. Nous sommes venus nous enquérir de la situation réelle et surtout de la stratégie mise en place pour que nous soyons prêts avant le démarrage du scrutin. Il faut que les cartes soient distribuées aux différents électeurs appelés à voter », a insisté Guy Georges Mbacka après l'étape de Talangaï.

Des cartes vendues aux candidats à Makélékélé

Outre la lenteur constatée dans la distribution des cartes d'électeurs à Makélékélé, des comportements déviants y sont signalés.

Profitant de sa ronde, le ministre de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local a mis en garde tous les chefs de quartier, de zone et de bloc qui se hasarderont à vendre ou à confisquer les cartes d'électeurs. « Il nous revient que certains chefs de quartier et de bloc ont retenu des cartes par devers eux pour les vendre aux candidats. Je n'ai pas eu l'occasion de vous rencontrer tous pour vous mettre en garde face à ce phénomène désobligeant. Nous avons été instruits fermement par son excellence monsieur le président de la République pour mettre fin à ce désordre. Les chefs de quartier et de bloc font partie de la territoriale, qui va du ministre que je suis en passant par l'administrateur-maire. Pour ce faire, s'il y a des comportements inciviques de cette nature, il faut y mettre fin », a-t-il mis en garde, précisant que les coupables seront frappés par la rigueur de la loi.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerprat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-
donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -
Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubombé
Ngoni /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

LÉGISLATIVES 2022

La force publique a décliné ses stratégies pour l'ensemble du processus

Le directeur des opérations de l'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de brigade François Ossélé, a expliqué, le 27 juin à Brazzaville au terme de la conférence d'harmonisation opérationnelle des travaux de planification et d'évaluation de la participation de la force publique aux élections législatives et locales, scrutin des 4 et 10 juillet, les stratégies d'accompagnement pour l'ensemble du processus.

« L'innovation pour nous ici, c'est que nous avons pu trouver la meilleure manière de faire que la force publique vote de façon conséquente et qu'on prenne en compte la nécessité de faire que les deux objectifs de sécurité et de vote massif soient atteints », a précisé le directeur des opérations de l'état-major des FAC, ajoutant qu'ils ont pu trouver la meilleure manière de proposer une cartographie des bureaux de vote, des centres de vote qui soit adaptée à cette particularité.

Sur la sécurisation, le général de brigade François Ossélé a souligné, en ce qui concerne l'innovation, qu'une nouvelle configuration des dispositifs qui prennent en compte des résultats et des enseignements de différentes réunions de retour d'expérience organisées a pu être imaginée. Il a ajouté que la particularité de ce vote sera le dépouillement des résultats de la force publique qui se fera au même moment que



Photo de famille des cadres de la force publique/DR

celui du vote général.

« Donc, tout le processus de transport des urnes, de leur sécurisation, nous ferons de telle sorte que cela se passe dans de bonnes conditions », a expliqué le directeur des opérations de l'état-major gé-

néral de FAC.

Au-delà de ces conclusions, dans son mot de clôture, le chef d'état-major général des FAC, le général de division, Guy Blanchard Okoi, a attiré l'attention des participants pour ce qui concerne le vote

du personnel de la force publique, auquel est prescrit de continuer à sensibiliser et à expliquer le fait que contrairement au scrutin présidentiel de l'année dernière qui était à circonscription unique, le scrutin législatif et local est à

« L'innovation pour nous ici, c'est que nous avons pu trouver la meilleure manière de faire que la force publique vote de façon conséquente et qu'on prenne en compte la nécessité de faire que les deux objectifs de sécurité et de vote massif soient atteints »

circonscription multiple. Les militaires ne pourront donc pas voter hors des circonscriptions d'enrôlement car cela leur est formellement interdit. Avant de terminer son propos, Guy Blanchard Okoi a réitéré sa reconnaissance à tous les participants venus des différents départements et leur a demandé de garder à l'esprit les instructions du président de la République, chef suprême des armées, données lors du réveillon d'armes 2021.

« La force publique a sécurisé le processus électoral présidentiel. Cette élection s'est déroulée dans la paix totale, sans incident majeur signalé. Cette année (...), le même engagement de la force publique sera appelé à se manifester. Nous n'avons aucun doute sur le fait qu'elle se déploiera et soutiendra le peuple et le gouvernement dans cette épreuve, comme ce fut le cas l'année dernière », a-t-il cité.

Guillaume Ondze

Les candidats du RC à Baongo lancent une opération de santé

Le Dr Tanguy Fouemina pour le compte de la première circonscription électorale de Baongo et Claude Alphonse Ngoma pour la seconde ont lancé, le 27 juin, une opération gratuite de santé au profit de la population.

Les deux candidats du Rassemblement citoyen (RC) ont voulu frapper fort et marquer la différence en lançant leur campagne à travers une opération salvatrice et louable pour la population. Ils ont organisé, en effet, une campagne gratuite de santé.

Cette initiative est le résultat d'une enquête menée lors de la pré-campagne, selon laquelle la population n'a pas assez de moyens et les possibilités de se rendre à l'hôpital. « C'est ainsi que nous nous rapprochons de la population en répondant à ses besoins puisqu'il y a des consultations gratuites avec dispensation des médicaments », a expliqué le Dr Tanguy Fouemina.

Outre la mise à disposition des médicaments après consultation, les habitants



Une vue des habitants en pleine consultation/Adiac

de Baongo devraient profiter de cette opération conjointe de prise en charge gratuite. Elle sera clôturée le 2 juillet, au Centre médico-social de l'Eglise évangélique du Congo de Baongo où elle se déroule.

Pour sa part, Claude Alphonse Ngoma a indiqué que cette opération sera désormais organisée de façon régulière et pérenne. Il a rappelé la nécessité de faire la politique autrement en redonnant de l'espoir à la population tout en travaillant en harmonie avec elle afin de bien répondre et résoudre ses différents problèmes. Ces deux porte-étendards du RC à Baongo se disent prêts et capables à représenter les habitants de cet arrondissement à l'Assemblée nationale.

Rude Ngoma

LÉGISLATIVES 2022

Esther Ahissou Gayama face aux défis de l'île Mbamou



Esther Gayama/Adiac

La candidate du Parti congolais du travail aux élections législatives et locales dans le district de l'île Mbamou, Esther Ahissou Gayama, a lancé sa campagne, le 27 juin, au village Lissanga, devant une foule en liesse. S'exprimant en lingala, elle a signifié que cette rencontre revêt un caractère symbolique. Selon elle, c'est une manière de planter les arbres afin de récolter, ensemble, les fruits de cette aventure commune dans les prochains jours.

En présence des représentants de tous les villages de ce district, Esther Ahissou Gayama a indiqué qu'elle souhaite restaurer l'Etat de droit en valorisant les secteurs clés de cette île, notamment la pêche, le tourisme, la santé et l'agriculture.

Rude Ngoma

PCT

La Fédération France soutient tous les candidats de la majorité présidentielle

En pleine restructuration, la Fédération du Parti congolais du travail (PCT) de France apporte son soutien aux candidats de cette formation politique et de la majorité présidentielle par la voix de Jean Bastien Makoundou, président de la commission de contrôle.

Pour les élections législatives et locales des 4 et 10 juillet prochains, tel un seul homme, la Fédération PCT France se range derrière ses candidats désignés à défendre le programme du parti dans toute l'étendue du Congo en général, et apporte sa confiance plus particulièrement à Inès Nefer Bertille Ingani, ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, candidate à Mougali II, quatrième arrondissement de Brazzaville.

Ce soutien spécial dénote les efforts du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, pour qui placer le Congo dans le rôle primordial de la promotion de l'égalité de genre s'impose.

C'est dans ce sens qu'Inès Nefer Bertille Ingani a pu faire adopter, par les deux chambres du Parlement, la loi Emilienne-Mouebara concernant la lutte contre les violences faites aux femmes et filles. Elle s'engage, à la fois, dans la campagne sur la masculinité positive permettant de mettre en œuvre la politique de tolérance zéro à l'égard des violences faites aux femmes et aux filles dans les situations de conflits et post-conflits, et dans celle des législatives où, une fois élue à Mougali II, elle mettra en application la participation des femmes à la gouvernance et à la vie politique en République du Congo.

Dans cette circonscription électorale, Inès Nefer Bertille Ingani mène des actions caritatives en faveur de la population. Elle se préoccupe également de l'amélioration des conditions de vie des vendeuses du marché de Mougali.

« De Paris, nous multiplierons nos actions pour soutenir tous nos 127 candidats aux législatives ainsi que les 123 listes aux élections locales afin de ratisser large et maintenir notre ancrage dans le pays à l'issue de ces consultations populaires », a confié Jean Bastien Makoundou.

Marie Alfred Ngoma

Philippe Rufin Oniangué plaide pour la renaissance de Makoua

Face aux ressortissants de Makoua résidant à Brazzaville, le 25 juin, dans la salle polyvalente de la commune de Ouenzé, le candidat indépendant à Makoua, dans le département de la Cuvette, a dévoilé sa vision.

Avant son départ pour la circonscription électorale, Philippe Rufin Oniangué, a édifié l'assistance sur ce qu'il appelle « La renaissance de Makoua ». La renaissance concerne tous les secteurs de la vie publique. « Lors de nos descentes, nous avons remarqué qu'il y avait une intelligence, une énergie et nous voulons donner à cette population une nouvelle perspective et une chance de croire », a-t-il déclaré, et d'ajouter : « qu'il est encore possible de faire renaître Makoua d'antan. Donc, repartir au combat et essayer d'améliorer la manière de faire les choses autrement. Car, le moment est venu de réaliser ce que nous sommes appelés à faire ».

Ainsi, l'ambition de Philippe Rufin Oniangué est de mettre en place une initiative privée à Makoua, celle de créer une grande communauté capable de trouver des solutions aux maux qui minent la contrée. Aussi, a-t-il insisté, « nous sommes là pour la renaissance de Makoua. Elle doit se réaliser ou se concrétiser avec l'apport



Philippe Rufin Oniangué suivant les doléances de l'assistance/DR

de tous les Akoua, car il y a des énergies qui viendront de partout ».

Par la suite, le candidat Philippe Rufin Oniangué et son suppléant Arnel Joël Kombila ainsi que la diaspora de Makoua à Brazzaville ont échangé et abordé plusieurs

sujets liés au district de Makoua.

Le candidat a, également, entretenu les étudiants du district de Makoua. Ces échanges leur ont permis d'avoir une idée nette des doléances et préoccupations de la population de ce district.

Stanislas Okassou

Les candidats de Ouenzé se jettent dans la bataille

Le président du comité du Parti congolais du travail (PCT) du cinquième arrondissement de Brazzaville, Daniel Illoye Gouya, a présenté les candidats aux élections législatives et locales prévues les 4 et 10 juillet prochains, au cours d'un méga meeting tenu sur l'avenue des Chars, le 26 juin.



Daniel Illoye Gouya présentant les candidats aux locales/Adiac

Daniel Illoye Gouya a tenu à remercier les habitants de Ouenzé venus massivement à l'ouverture officielle de la campagne dans cet arrondissement. L'occasion pour lui de présenter les candidats aux élections législatives couplées aux locales à Ouenzé.

L'invité à ce méga meeting a été le candidat du Club 2002 PUR, parti allié du PCT, Juste Désiré Mondele, dans la première circonscription de Ouenzé regroupant les quartiers 51, 54 et 59. Dans cette circonscription, le PCT n'a pas présenté de candidat mais soutient plutôt celui du Club 2002, a expliqué Daniel Illoye Gouya aux habitants de Ouenzé. Quant à la deuxième circonscription faite des quartiers 52, 53 et 55, le candidat est lui-même Daniel Illoye Gouya, avec pour suppléant Prince Michrist Kaba-Mboko. Dans la troisième circonscription compo-

sée des quartiers 56 et 57, le PCT a positionné le député sortant, Jules Junior Romarick Oyo Embounou dit Romi Oyo, avec pour suppléante Sylvie Nathalie Pity Okemba. Enfin, dans la quatrième circonscription, c'est le député sortant Pachel Ninon Gouamba qui a été repositionné avec pour suppléant Amour Obami Ganki afin de conquérir l'électorat des habitants des quartiers 58 et 58 bis.

S'agissant des élections locales, le PCT Ouenzé part avec une liste de treize candidats conduite par Daniel Illoye Gouya, en sa qualité de président du comité.

Après avoir présenté les candidats, le président du comité PCT de Ouenzé a invité les habitants de cet arrondissement à aller les voter massivement. « Le président Denis Sassou N'Guesso a été élu brillamment à l'élection prési-

dentielle de mars 2021. En votant pour les candidats du PCT, vous lui apportez une majorité confortable, ce qui lui permettra de continuer à exécuter aisément son projet de société devenu le programme du gouvernement, « Ensemble, poursuivons la marche ». Dans cette optique, je vous invite à voter à 100% les candidats du PCT à ces élections qui auront lieu les 4 et 10 juillet prochains », a déclaré Daniel Illoye Gouya.

Notons que ce méga meeting a connu le soutien des députés membres du PCT venus d'autres arrondissements à l'instar de Charlotte Opimbat et Ferréol Gassackys, de Poto-Poto ; Antoinette Olou de Djiri et l'ancien secrétaire général du PCT, président du Sénat, Pierre Ngolo.

Bruno Okokana

LÉGISLATIVES 2022

Janick Love N'Guesso lance sa campagne à Bacongo I par une marche populaire

Le candidat indépendant aux législatives dans la circonscription électorale de Bacongo I, Janick Love N'Guesso, a organisé, le 27 juin à Brazzaville, une marche couplée à la distribution de kits alimentaires à la population de cette circonscription et présenté son logo de la Dynamique mbongui ya beto, l'association qu'il préside.



Le candidat Janick Love N'Guesso, son épouse et une foule de la population/Adiac

L'initiative intègre le lancement officiel de la campagne du candidat aux législatives de 2022, dans une circonscription où dix candidats sont dans la course, représentant les partis politiques et les indépendants. Un peu partout dans la circonscription et même sur les réseaux sociaux, le candidat de la Dynamique mbongui ya beto affiche bien son image et son logo.

Sur les grandes artères de Bacongo I, la marche a drainé, durant trois heures, des foules de femmes, jeunes et vieux. Une démonstration de force du candidat Janick Love N'Guesso.

Après avoir reçu son kit alimentaire, Adolphine Gandela a remercié le donateur et lui a souhaité bon vent. « *Nous prions le ciel et la terre pour ta victoire. Les dieux de nos ancêtres te porteront haut* », a-t-elle lancé à l'endroit du candidat.

Le lancement de cette campagne a été aussi marqué par la présentation de l'effigie du candidat et des prospectus appelant à voter pour lui. Sur l'un d'eux, aux couleurs du drapeau congolais, le visage de Janick Love N'Guesso apparaît. Au verso, des mots tels: défendre Bacongo I et les habitants de cette circonscription. L'adresse d'un site Internet est mentionnée et renvoie sur une version en ligne de la propagande électorale du candidat indépendant. On y découvre une version alternative : Janick Love N'Guesso, « L'homme de demain » et des comptes Twitters ont également été mentionnés à l'effigie du candidat.

Dans une ambiance très rythmée par la fanfare, le candidat de la Dynamique mbongui ya beto s'est senti confiant. « Je suis très ravi par la bonne ambiance à Bacongo I. Je dirai à la population de faire un vrai choix. Nous sommes contre ceux qui viennent pour l'abuser, qui ne reviennent que pendant les campagnes et après le vote disparaissent, alors que cette population a beaucoup de doléances », a indiqué Janick Love N'Guesso.

Fortuné Ibara

Dieudonné Bantsimba présente sa vision pour Mfilou

Candidat du Parti congolais du travail (PCT) dans la deuxième circonscription électorale de Mfilou et tête de liste aux locales dans ce septième arrondissement de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, au cours, d'un meeting tenu le 27 juin, a présenté sa vision.



Dieudonné Bantsimba s'adressant à la foule/Adiac

Devant une foule immense venue l'écouter, le candidat Dieudonné Bantsimba s'est présenté en véritable sauveur de Mfilou-Ngamaba. « J'ai sillonné les différents quartiers de Mfilou, organisé des rencontres citoyennes sur les problèmes de Mfilou. Il s'agit des problèmes d'érosion, de voie d'accès, d'assainissement, d'insécurité et d'emploi des jeunes. J'ai pris acte de toutes ces questions. Je connaissais ces problèmes avant d'arriver à Mfilou par mes fonctions de maire. Quand la direction politique de mon parti m'a désigné, je n'ai pas refusé, j'ai accepté, parce que je connaissais les défis à relever à Mfilou. Avec vous, nous allons commencer petit à petit à les résoudre », a promis le candidat du PCT.

Une fois élu, l'actuel maire de Brazzaville entend poursuivre certains travaux lancés dans le cadre de la municipalité de Brazzaville dans le septième arrondissement. Pour lutter contre

l'insécurité, Dieudonné Bantsimba s'est engagé à poursuivre les travaux d'éclairage public dans les quartiers. « *Si nous avons accepté de venir poser notre candidature ici, c'est parce que nous voulons qu'ensemble nous continuons à travailler; à nous unir. Nous voulons travailler avec toute la population, mais dans l'unité, le vivre-ensemble. C'est de la sorte que nous pourrions relever les défis de Mfilou, changer l'image de Mfilou-Ngamaba. Je vous invite tous à nous suivre pour que nous puissions gagner ces élections dès le premier* », a-t-il invité.

En dépit des actions menées par les pouvoirs publics à Mfilou, Dieudonné Bantsimba est conscient que beaucoup de choses restent encore à faire. Il a, par exemple, parlé de la question de l'autonomisation des jeunes ainsi que de leur insertion sociale. Ce qui passera sans nul doute

par des projets du genre Travaux de haute intensité à main-d'œuvre pour donner du travail aux jeunes. « *Nous avons acquis un terrain à Ngambio où nous allons construire la maison du député. Voter nous pour l'effectivité de ces travaux. Par votre vote, nous allons donner au chef de l'Etat une majorité forte au niveau du Parlement et au niveau des assemblées locales. Le 10 juillet, allez voter massivement pour les candidats du PCT aux législatives et locales* », a-t-il conclu.

Notons qu'avant de monter sur le podium, le candidat du PCT, qui bénéficie du soutien des autres partis de la majorité présidentielle, a reçu la bénédiction des jeunes, femmes et sages de Mfilou. Ces derniers ont tous promis de voter Dieudonné Bantsimba et les dix autres candidats du PCT aux locales des 4 et 10 juillet prochains.

Parfait Wilfried Douniama

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CERAMIQUES MUSIQUE

L'art dans sa Généralité, de la Tradition à la Modernité

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO

Situé sur 84 Boulevard Denis Sastou Nguesso immeuble les manguières (M'pila) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

AMÉNAGEMENT FORESTIER

Des techniciens congolais initiés aux nouvelles pratiques

Des agents forestiers pratiquent, depuis le 23 juin, des exercices de simulation sur le suivi des plans d'aménagement au sein du site de la société industrie forestière de Ouesso (Ifo), à Ngabé, dans le département du Pool. Ces exercices pratiques en cours interviennent après la phase théorique de formation animée par Frédéric Priser, un expert forestier du Cabinet Terea.

Organisée par l'unité de coordination du Projet paysage forestier nord-Congo (PPFNC), la session de renforcement des capacités en suivi et contrôle de la mise en œuvre des plans d'aménagement forestier a mobilisé près d'une vingtaine des agents du Centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques (Cniarf) et ceux de la direction générale de l'Économie forestière.

Précisons que le projet est mis en œuvre dans les départements de la Likouala, de la Sangha et la partie nord de la Cuvette-Ouest, pour une superficie de près de 9,5 millions d'hectares. D'après le coordonnateur du PPFNC, Alain André Saturnin Nonouka Gomat,

l'atelier et sa phase pratique visent à contribuer au renforcement des capacités des agents du Cniarf et de la direction générale de l'Économie forestière dans le processus de suivi de la mise en œuvre des plans d'aménagement forestier.

Cette activité de mise à niveau, a ajouté Alain André Saturnin Nonouka Gomat, s'inscrit dans le cadre de l'agenda 2022, qui prévoit l'initiation des hommes de terrain au suivi de la mise en œuvre de l'aménagement durable au sein des Unités forestières d'aménagement (UFA). Pendant l'atelier du 20 au 22 juin, les bénéficiaires ont actualisé leurs connaissances sur l'aménagement forestier durable, les bonnes pratiques au sein

des entreprises forestières, à savoir la planification forestière et l'exploitation forestière à impacts réduits (EFIR), la qualité, l'hygiène, la sécurité et environnement, le développement de l'outil industriel, les conditions de travail et de vie du personnel, la contribution au financement du développement local au sein des UFA, la conservation de la biodiversité.

« La rencontre a permis de faire un état des lieux de la grille de contrôle EFIR, grille de contrôle aménagement, de la grille de légalité, y compris d'identifier les points d'évaluation prioritaires et les points critiques pouvant engendrer des interprétations discordantes, source de conflits entre les

sociétés et l'administration forestière. Nous avons proposé les améliorations jugées nécessaires pour renforcer l'efficacité de ces outils et éventuellement les documents de gestion, en tenant compte du Code forestier de 2020 », a indiqué le coordonnateur du PPFNC.

Prévu pour une durée de quatre ans et financé à hauteur de 7,5 millions d'euros (4,9 milliards FCFA) par les partenaires français, le PPFNC est destiné à apporter aux forestiers des outils en matière de gestion de la biodiversité, d'aménagement forestier durable et de valorisation des ressources naturelles, permettant d'envisager la gestion de l'écosystème dans une vision

territoriale intégrée. Celui-ci implique toutes les parties prenantes de la conservation (entreprises, organisations de la société civile, communautés locales).

Mieux, le paysage forestier intègre aussi bien des concessions d'exploitation forestière que des aires protégées, parmi lesquelles le Parc national de Nouabalé-Ndoki, la réserve communautaire du Lac Télé et le Parc national d'Odzala-Kokoua. Le secteur forestier congolais est indispensable non seulement dans le combat contre le réchauffement climatique, mais aussi, au plan économique, contribue à 6% du produit intérieur brut du Congo et à 36% de ses recettes fiscales.

Fiacre Kombo

LEKOUMOU

Des avancées dans la protection sociale des autochtones

Le projet conjoint Gouvernement-Nations unies, « Joint SDG FUND », de protection sociale des autochtones et autres couches vulnérables du département de la Lekoumou prend fin en ce mois de juin. La mission d'évaluation faite récemment met en exergue des avancées en matière d'accès de cette couche sociale aux services sociaux de base.

Lancé en 2020, le projet « Joint SDG FUND » visait à atteindre trois principaux résultats contribuant à l'amélioration de l'accès de 70% de la population autochtone de la Lekoumou aux services sociaux de base : éducation inclusive, soins de santé, protection sociale... Cela, dans le but de renforcer le capital humain pour une meilleure intégration sociale et professionnelle de cette couche sociale dans un cadre juridique approprié. Il était aussi question que les autochtones puissent exercer des activités économiques diversifiées, durables, génératrices d'emplois et de revenus, dans les domaines de l'agriculture et de l'écotourisme.

En matière d'éducation, dans les districts de Sibiti, Zanaga, Komono, Mayéyé, 1523 enfants autochtones et autres vulnérables ont



Autochtones, acteurs sociaux et partenaires des Nations unies/Adiac

été inscrits dans les écoles avec des kits scolaires. « L'objectif, ici, a été de réduire le taux d'abandons scolaires au sein de cette couche sociale », souligne la fiche de synthèse de mise en œuvre du projet « Joint SDG FUND ». Dans les mêmes localités, 3722 enfants ont été enregistrés à l'état civil dans le but d'atteindre une couver-

ture de 70% d'enfants.

Sur le plan économique, plus d'une dizaine de groupements agricoles ont été constitués dans le but de réduire de 10%, en deux ans, le taux de prévalence de l'insécurité alimentaire. L'accès aux soins de santé figure parmi les objectifs visés par le projet. Pour cela, 8113 enfants vulnérables de zéro à cinq ans

dont 2639 autochtones ont bénéficié d'un supplément en vitamine A et des dépistages systématiques de plusieurs pathologies. Aussi, un mécanisme de prise en charge médicale de la population autochtone a été mis en place pour, entre autres, réduire les décès maternels, réduire de 25% les décès des nouveaux nés pour 1000 naissances

vivantes en milieu hospitalier, augmenter le taux vaccinal de 70% des enfants de moins de cinq ans, baisser le taux de décès à 150/100000 contre 810/100000 naissances vivantes.

En rappel, le Congo met en œuvre le projet conjoint « Joint SDG FUND » de protection sociale pour l'amélioration des conditions de vie des peuples autochtones en partenariat avec les agences du système des Nations unies, notamment le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé et l'Unicef. Ce projet est financé par le Fonds des Objectifs de développement durable. L'évaluation définitive du projet est en cours. Il est probable qu'un plan de continuité soit mis en place ou encore un autre projet de même nature.

Rominique Makaya

SANTÉ MATERNELLE

Des gynécologues et obstétriciens suggèrent l'appropriation du partogramme

Les deux universités de gynécologie et obstétrique du Congo, tenues récemment à Brazzaville, ont formulé huit recommandations, dont l'appropriation du partogramme qui est un enregistrement graphique de l'évolution du travail, de l'accouchement et des données de surveillance maternelle et fœtale qui s'y rapportent.

La Société congolaise des gynécologues obstétriciens (Socogo), en collaboration avec la Société africaine de gynécologie et obstétrique (Sago), avait initié une rencontre sur le thème « Soins maternels, néonataux et gynécologiques dans le contexte de la covid-19 et des Objectifs de développement durable ». Cette rencontre visait à promouvoir la pratique de la gynécologie obstétrique au Congo; diffuser toute les informations scientifiques et médicales concernant la gynécologie et l'obstétrique; permettre les échanges de points de vue et d'expérience entre les différents praticiens.

A travers cette rencontre, les sages-femmes, gynécologues et obstétriciens tiennent à contribuer à la formation continue des membres de Socogo; aider les pouvoirs publics par des conseils sur la pratique de la gynécologie et de l'obstétrique ainsi que promouvoir l'éthique et la déontologie.

Les différents praticiens ont suggéré de multiplier les réunions scientifiques; de s'approprier l'utilisation du partogramme; de promouvoir la culture de la qualité avec la revue des décès maternels et infantiles; d'améliorer la communication entre agents et clientes. Ils tiennent également à assurer la disponibilité des médica-

ments d'urgence dans les formations sanitaires; réinitialiser la formation des prestataires sur la réanimation néonatale; promouvoir le dépistage du cancer du col de l'utérus ainsi qu'à s'approprier l'approche Kangourou dans les formations sanitaires.

Au cours des retrouvailles, le président de la Socogo a pris l'engagement, au nom de tous les gynécologues obstétriciens et sages-femmes, d'accompagner le ministre de la Santé dans sa noble mission de contribuer à l'amélioration du bien-être de la population congolaise.

Pour sa part, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé au Congo, le Dr Lucien Manga, a réaffirmé la disponibilité de cette institution d'accompagner la Socogo dans sa mission afin d'être le moteur pour mobiliser tout le personnel de santé et d'attirer les autres sociétés savantes autour des agendas nationaux en vue de l'accès universel à la santé en général et la santé de la reproduction en particulier.

De son côté, le ministre de la Santé, Gilbert Mokoki, s'est réjoui que ces universités se tiennent quelques jours après l'Assemblée mondiale de la santé qui a réaffirmé les objectifs du triple milliard, centrés sur la couverture sanitaire universelle, de la sé-

curité sanitaire et de la promotion du bien-être et de la santé de l'individu. Il s'agit, pour lui, d'une opportunité pour relever les indicateurs de santé qui ont connu une récession avec la pandémie de covid-19.

Le ministre a, par ailleurs, rappelé aux gynécologues obstétriciens et sages-femmes leurs missions premières, c'est-à-dire soigner dans le respect des protocoles. Au terme de cette rencontre, le Pr Léon Hervé Iloki a été, une fois de plus, honoré avec le port d'une nouvelle médaille d'or de santé publique.

Signalons que le partogramme est largement utilisé en obstétrique dans le monde entier. C'est une partie du dossier patient où sont enregistrées différentes variables concernant la mère et l'enfant pendant les phases de l'accouchement. Il sert à la fois de document permettant de tracer les éléments de surveillance maternelle et fœtale lors de l'accouchement, de système d'alerte et d'aide à la décision des professionnels de santé en cas d'anomalie d'évolution au cours du travail, de vecteur de communication entre professionnels concernés et d'outil pédagogique et scientifique permettant l'amélioration continue des pratiques.

Fortuné Ibara

ACADÉMIE MILITAIRE MARIEN-NGOUABI

La quatrième et la treizième promotion des officiers subalternes achèvent leur formation

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a patronné, le 25 juin à Brazzaville, la cérémonie de clôture des formations de la quatrième et de la treizième promotion du cours de perfectionnement et du cours d'application génie travaux des officiers subalternes de l'Académie militaire Marien-Ngouabi.



La photo de famille/DR

Au total, seize officiers subalternes dont deux femmes, venant de dix pays, ont été formés pour le compte de la quatrième promotion et, vingt-et-un dont une femme en provenance de onze pays pour la treizième promotion.

Le directeur des études et de la formation de l'Ecole de génie travaux (EGT) de l'Académie militaire Marien-Ngouabi, le lieutenant-colonel Jean Marc Miongnangui, après publication des résultats, a déclaré que les prestations scolaires ont été bonnes. Les officiers de la quatrième promotion ont suivi le cours de perfectionnement génie travaux, qui a duré quatre semaines. Il a permis d'assurer d'emblée le commandement d'une compagnie travaux. Les enseignements se sont appuyés sur le renforce-

ment et l'approfondissement des compétences dans les domaines du commandement de la gestion administrative et des techniques travaux. Les moyennes d'admission ont oscillé entre 9,31 et 14,86, soit une moyenne générale de la promotion de 12,45/20.

S'agissant des officiers de la treizième promotion du cours d'application génie travaux, la formation visait à faire acquérir aux candidats les aptitudes et compétences techniques nécessaires au commandement d'une section travaux, dans le cadre de leur futur emploi. Ils ont également appris les notions essentielles de l'arme du génie et l'exécution de plusieurs chantiers de restitution permettant de mettre en exergue les compétences acquises. Ici, la moyenne d'admission la plus élevée est de 15,87/20.

Clôture de la cérémonie, le directeur général de l'EGT, le colonel Patrick Immath Mouyoki, s'est félicité du travail accompli. Il a encouragé le personnel de l'EGT, militaire et civil, à se mobiliser davantage pour les défis futurs afin de consolider les fondements de leur école.

A noter que la cérémonie s'est achevée par la visite des différents ateliers et le dévoilement de la nouvelle enseigne de l'EGT. Signalons qu'à côté du ministre de la Défense nationale, l'on a noté la présence de deux membres du gouvernement, notamment les ministres Ghislain Thierry Manguessa Ebome et Hugues Nguélondele, en charge respectivement de l'Enseignement technique et de la Jeunesse et des Sports.

Guillaume Ondze

COVID-19

La vague européenne portée par un fort échappement immunitaire

L'Europe connaît actuellement une septième vague de Covid-19, qui s'explique en grande partie par l'échappement immunitaire des nouveaux variants, c'est-à-dire une forte capacité à résister aux protections induites par la vaccination et les précédentes infections.

L'Europe a replongé dans une septième vague marquée, un peu partout, par un rebond des contaminations. En cause, un relâchement des gestes barrières mais aussi, une baisse de l'immunité. On sait désormais que la protection conférée par les vaccins et par les précédentes infections s'érode au bout de quelques mois. Si elle demeure très robuste contre les formes sévères, elle diminue contre les infections moins sévères.

Cette nouvelle vague s'explique aussi, selon les scientifiques, par la progression de nouveaux sous-variants d'Omicron, BA.4 et surtout BA.5 qui se propagent très rapidement avec une forte capacité à infecter des hôtes vaccinés ou déjà contaminés.

Des variants hautement contagieux qui nécessitent de hausser le niveau de protection des plus fragiles.

Car, et c'est une bonne nouvelle, les vaccins restent efficaces contre les formes graves de la maladie. Pour la plupart des pays européens, la priorité est maintenant de recommander un deuxième rappel aux plus de 60 ans et aux personnes fragiles, dont le système et la mémoire immunitaire sont moins robustes.

D'après AFP

PÉNURIE DE BLÉ

Face à l'inflation, la Côte d'Ivoire veut miser sur ses céréales locales

Face à la montée des prix et au risque de pénurie de blé, la Côte d'Ivoire mise sur l'utilisation de denrées locales, à commencer par la farine de manioc pour fabriquer la baguette de pain.



La baguette de pain, un aliment qui sert de boussole au coût de la vie dans un pays de 25 millions d'habitants qui compte 2.500 boulangeries et où le pain est un aliment central, toutes classes sociales confondues. Mais la Côte d'Ivoire ne produit pas de blé qu'elle importe et les prix ont bondi.

Pour éviter que cette hausse ne se répercute sur le consommateur, le gouvernement - pourtant libéral - a choisi de plafonner le prix de la baguette entre 150 et 200 francs CFA (22 et 30 centimes d'euro) selon le poids, et une subvention de 6,4 milliards de francs CFA (environ 10 millions d'euros) a été débloquée pour compenser les boulangers ivoiriens.

Mais une autre solution plus pérenne est plebiscitée par les boulangers comme par le gouvernement : introduire la farine de manioc dans la fabrication du pain.

Avec 6,4 millions de tonnes produites chaque année en Côte d'Ivoire, le manioc est la deuxième culture locale après l'igname. L'utilisation d'une petite portion de farine de manioc permettrait déjà de réduire les coûts.

Une démarche prise très au sérieux. Le pays estime qu'il est temps d'exploiter son potentiel agricole pour moins dépendre des cours mondiaux.

Julia Ndeko avec AFP

MÉTÉOROLOGIE

Un déficit de 33 milliards de dollars révélé par Oxfam

Pour chaque appel nécessaire lié aux conditions météorologiques de l'Organisation des Nations unies (ONU), les pays donateurs fournissent un dollar, selon Oxfam. Les pays à revenu élevé n'ont répondu qu'à environ 54% des appels depuis 2017, ce qui a entraîné un déficit de 33 milliards de dollars, selon les conclusions du rapport intitulé « Payer la facture ».

Le montant nécessaire pour les appels humanitaires de l'ONU impliquant des événements météorologiques extrêmes comme les inondations ou la sécheresse est aujourd'hui huit fois plus élevé qu'il y a vingt ans, et les donateurs ne parviennent pas à suivre, révèle une nouvelle étude d'Oxfam. Pour chaque appel indispensable lié aux conditions météorologiques, les pays donateurs ne fournissent qu'un dollar. Les appels annuels moyens de financement humanitaire liés aux conditions météorologiques extrêmes pour la période 2000-2002 se sont élevés à au moins 1,6 milliard de dollars et ont atteint une moyenne de 15,5 milliards de dollars en 2019-2021, soit une augmentation de 819 %, à l'écart de vingt ans. Les pays riches, responsables de la plupart des impacts actuels du changement climatique, n'ont répondu qu'à environ 54% de ces appels depuis 2017, laissant un déficit allant jusqu'à 33 milliards de dollars. Sont cités, parmi les pays ayant les appels les plus récurrents concernant les conditions mé-

téorologiques extrêmes, le Burkina Faso, le Burundi, le Tchad, la République démocratique du Congo, Haïti, le Kenya, le Niger, la Somalie, le Soudan du Sud, le Zimbabwe et l'Afghanistan.

La directrice générale d'Oxfam, Gabriela Bucher est catégorique. « On ne peut pas s'attendre à ce que les pays pauvres paient la facture, et l'augmentation de l'aide-bien qu'utile - n'est pas la seule réponse. Le paiement du coût des pertes et des dommages causés par le climat devrait avoir pour base la responsabilité - et non la charité. Les pays riches, les riches et les grandes entreprises les plus responsables du changement climatique doivent payer pour les dommages qu'ils causent », estime-t-elle.

La fréquence et l'intensité croissantes des phénomènes météorologiques extrêmes dus au changement climatique exercent une pression accrue sur un système humanitaire déjà surchargé et sous-financé, selon l'étude. Les coûts de la destruction causée par ces tempêtes, sécheresses et inondations augmentent éga-

lement les inégalités. Les habitants des communautés les plus pauvres et des pays à faible revenu sont les plus touchés, mais ils n'ont pas les systèmes et les financements dont disposent les pays les plus riches pour faire face aux effets. Le un pour cent le plus riche de la population sur terre émet deux fois plus de pollution par le carbone que la moitié la plus pauvre de l'humanité.

Rien qu'en 2021, le coût économique des phénomènes météorologiques extrêmes a été estimé à 329 milliards de dollars, la troisième année la plus élevée jamais enregistrée. C'est près du double de l'aide totale accordée par les pays riches au monde en développement cette année-là. En terme des coûts des pertes et des dommages pour les pays à revenu faible et intermédiaire - par exemple, l'argent nécessaire pour reconstruire des maisons et des hôpitaux ou fournir des abris, de la nourriture et des transferts monétaires d'urgence après un cyclone - pourraient atteindre entre 290 et 580 milliards de dollars par an d'ici à 2030. Cela

ne tient pas compte des pertes non économiques telles que la perte de vies, de cultures et de modes de vie ainsi que de biodiversité. Or, les appels de l'ONU ne couvrent qu'environ 474 millions des quelques 3,9 milliards de personnes dans les pays à revenu faible et intermédiaire touchés par des catastrophes météorologiques extrêmes depuis 2000, soit l'équivalent d'une personne sur huit.

« L'activité humaine a créé un monde 1,1°C plus chaud que les niveaux préindustriels et nous en subissons maintenant les conséquences. Plus alarmant encore, nous dépasserons le seuil de sécurité de 1,5°C sur les projections actuelles », s'inquiète Gabriela Bucher, s'élevant contre « le chaos climatique » à venir face aux pays déjà confrontés à d'autres crises telles que les conflits, l'inflation alimentaire et l'impact économique de la pandémie de covid-19. Ce qui conduirait à une augmentation rapide des inégalités, des déplacements massifs, de la faim et de la pauvreté. Le Programme des Nations

unies pour le développement estime que 80 % des personnes déplacées par le changement climatique sont des femmes.

Pour rappel, les pays riches et industrialisés ont contribué à environ 92 % des émissions historiques excédentaires et à 37 % des émissions actuelles. Les émissions actuelles de l'Afrique ne s'élèvent qu'à 4 %. Le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud et l'Éthiopie, où plus de 24,4 millions de personnes sont aujourd'hui confrontées à de graves niveaux de faim et d'insécurité alimentaire, ne sont responsables ensemble que de 0,1% des émissions mondiales actuelles. Lors de la COP26 à Glasgow, en Ecosse, les pays industrialisés ont rejeté les appels des pays en développement en faveur d'un nouveau mécanisme de financement pour faire face aux pertes et dommages et ont plutôt convenu d'un « dialogue de Glasgow » de trois ans pour discuter des arrangements futurs. Pour Gabriela Bucher, « cela ne fait qu'ajouter l'insulte à la blessure ».

Noël Ndong

INFORMATION A LA CLIENTELE

Pour cause d'inventaires, les caisses du réseau de la Banque Postale du Congo (BPC) y compris celles situées dans les résidences fiscales seront fermées le **30 juin 2022** à partir de **12h00**.

Les caisses ré ouvriront aux heures habituelles dès le **1^{er} juillet 2022**.

La Banque Postale du Congo vous prie de bien vouloir accepter ses excuses pour le désagrément causé.

LA DIRECTION GENERALE



Notre ambition : votre réussite

NÉCROLOGIE



La Direction générale des «Dépêches de Brazzaville» et son personnel informent les parents, amis et connaissances du décès de Joseph Kinfounia, « Papa Djo » pour les intimes, chauffeur à la retraite, survenu le 28 juin à Brazzaville des suites d'une longue maladie.

La veillée mortuaire se tient à Mayanga, au quartier Vouela, après la cité de l'OMS. Référence arrêt Maison-Blanche. La date des obsèques et les plus amples renseignements concernant le lieu des funérailles vous seront communiqués très prochainement.

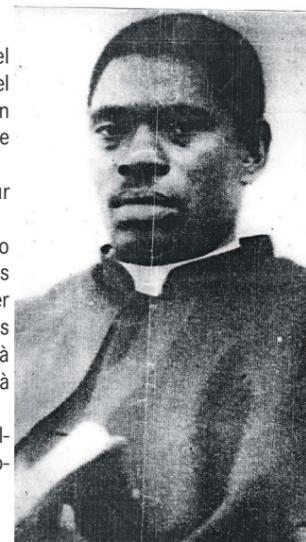
IN MEMORIAM

1986-2022 il y'a 36 ans que le révérend pasteur évangéliste Daniel Ndoundou nous quittait, à l'occasion de l'anniversaire de son rappel à la gloire de Dieu les collectives des ONG fondations et association révérend Mont Ngouedi et l'association Rebâtir Mfouati, dont le siège se trouve à Brazzaville Loutété ensuite Allemagne et Suisse. Prient tous ceux qui l'ont connu et aimé avec un véritable amour d'avoir une pensée pieuse à son égard.

Enfin pour rendre hommage à ce digne fils de notre nation du Congo et d'Afrique universellement reconnu et qui sera reconnu de toutes les générations passées présentes et à l'avenir comme le 1^{er} pionnier et père du Réveil spirituel du Congo Brazzaville, il sera organisé des grandes journées de mémoires culturelles à travers notre pays à Brazzaville, Loutété, Ngouedi, Nkayi, Dolisie, Pointe-Noire et à Kinshasa en République Démocratique du Congo.

Des concerts religieux et des conférences sont prévus avec les meilleurs groupes des chorales de nos églises (T.E.CEB. Bilombo et chorales).

Un communiqué de presse sera lancé les jours du début.



INFRASTRUCTURES

Le G7 va investir 600 milliards de dollars dans les pays en développement

À l'initiative des États-Unis, les dirigeants du G7 se sont engagés, le 26 juin, à lever 600 milliards de dollars en fonds publics et privés pour financer des projets d'infrastructures dans des pays en développement (PED).

Il s'agit d'un nouveau programme destiné à contrer les ambitions de la Chine, qui investit massivement dans 100 pays dans le cadre de ses nouvelles routes de la soie, échelonné sur cinq ans, ont indiqué les leaders du G7 réunis pour leur sommet en Allemagne. Le président américain, Joe Biden, a indiqué que son pays mobilisera 200 milliards de dollars en subventions, en fonds fédéraux et en investissements privés pour soutenir des projets qui vont lutter contre le changement climatique et améliorer la santé mondiale. Ces fonds vont également viser l'équité entre les sexes et les infrastructures numériques. « *Il ne s'agit pas d'aide ou de charité. C'est un investissement qui rapportera à tout le monde* », a expliqué

Joe Biden. « *Le plan mis en avant par le G7 va permettre aux pays concernés de constater les avantages concrets d'un partenariat avec les démocraties* », selon lui. Il ajoute que d'autres centaines de milliards de dollars supplémentaires seront aussi disponibles. Ces fonds

proposé par le G7. Il vise à affronter la Chine dans le programme appelé la Ceinture et la Route (ou Belt and Road Initiative [BRI]), lancé en 2013 par le président Xi Jinping. Le Canada, le Japon et l'Italie vont également participer à cette nouvelle aide aux pays en développement, mais

des régions extrêmement, a-t-on appris.

Contre les ambitions chinoises

Les projets d'investissements de la Chine, dans sa version moderne de la route de la soie entre l'Asie et l'Europe, couvrent une centaine de

ment des responsables de la Maison-Blanche. Pékin est ainsi accusé de mener ses projets par le biais de prêts avantageux qui aggravent les problèmes d'endettement de pays déjà vulnérables. Selon la vice-présidente du groupe Global Citizen, Friederike Roder, les promesses d'investissements du G7 dans les pays en développement pourraient être un bon début, tout en rappelant que les pays membres du G7 ne consacrent en moyenne que 0,32 % de leur PIB à l'aide au développement, alors qu'ils ont promis d'y consacrer le double, soit 0,7 %. Toutefois, elle est convaincue que sans les pays en développement, il n'y aura pas de reprise durable de l'économie mondiale.

Noël Ndong

« Il ne s'agit pas d'aide ou de charité. C'est un investissement qui rapportera à tout le monde »

proviendraient de banques multilatérales de développement, d'institutions de financement du développement et de fonds souverains.

Concernant l'Europe, elle va mobiliser 300 milliards d'euros au cours des cinq dernières années, dans le plan

sur leurs propres plans. La France et le Royaume-Uni, participeront également à cette initiative. L'Afrique subsaharienne sera une priorité du partenariat lancé par le G7, mais l'Amérique centrale, l'Asie du Sud-Est et l'Asie centrale seront aussi

pays. La construction d'infrastructures permet notamment à Pékin de garantir un approvisionnement en matières premières. Or, dans de nombreux pays en développement, le plan chinois n'a débouché que sur peu d'avantages concrets, esti-

IMMIGRATION

L'e-visa marocain effectif dès le 10 juillet

Après la suppression du test PCR pour entrer dans le pays, le Maroc vient de faciliter le processus d'obtention de visa afin de retrouver les performances d'avant pandémie.

Le roi du Maroc, Mohammed VI, a instruit la délivrance du visa électronique pour les étrangers à partir du 10 prochain. L'annonce a été faite le 23 juin par Mustapha Baitas, le porte-parole du gouvernement. Les voyageurs issus de quarante-neuf pays pourront obtenir leur titre d'entrée sur le territoire directement depuis chez eux, sur la plateforme web mise en place à cet effet et gérée par le ministère marocain des Affaires étrangères.

Mustapha Baitas a expliqué que « les étrangers qui veulent visiter le Maroc ne sont plus obligés de se rendre aux consulats pour récupérer un visa papier ». Pour la ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie sociale et solidaire, Fatim-Zahra Ammor, cette mesure permettra au pays d'être plus compétitif sur la scène touristique internationale. « *Nous attendions depuis longtemps ce catalyseur qui nous ouvrira l'accès à davantage de marchés* », a-t-elle affirmé, ajoutant que la facilité d'obtention de visa est un critère déterminant dans le choix d'une destination. La dématérialisation de la procédure de demande et de délivrance du visa aux étrangers entre dans le cadre des actions engagées depuis l'année dernière par le Maroc pour favoriser le retour des touristes étrangers. Le pays a notamment supprimé, en mai dernier, l'obligation du test PCR pour entrer sur le territoire. Le tourisme représente près de 7 % du produit intérieur brut. Le visa électronique concerne trois catégories d'étrangers, précise We Are Tech Africa. Il y a les ressortissants assujettis au visa pour entrer au Maroc résidents de l'Union européenne, les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, le Japon, la Suisse, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. La résidence dans l'un de ces pays ne doit pas être inférieure à 180 jours. Puis les étrangers détenteurs d'un visa Schengen ou des États-Unis, de l'Australie, du Canada, du Royaume-Uni, de l'Irlande et de la Nouvelle-Zélande, valable pour une durée minimum de 90 jours. Enfin, les ressortissants de pays bénéficiant de facilités d'entrée aux États-Unis et dans la zone Schengen comme la Thaïlande et Israël. La durée de validité de ce visa électronique est de 30 jours, avec possibilité de prolongation à 60 jours avec entrées multiples. D'autres pays intégreront progressivement la liste des 49 nationalités éligibles au e-Visa marocain.

Josiane Mambou Loukoula

INVESTISSEMENT

L'Afrique entre défis et opportunités

« L'Afrique, entre défis et opportunités » est le thème du forum du Conseil français des investisseurs en Afrique (CFIA), qui s'est tenu en format hybride à Paris, en France, avec la participation du président du Niger, Mohamed Bazoum, et de plusieurs délégations de haut niveau des acteurs économiques africains.

Le forum Afrique est désormais reconnu par la communauté des acteurs économiques impliqués sur le continent. « *Alors que le continent africain est profondément affecté par les conséquences de la guerre en Ukraine, tant sur le plan du cours des matières premières qu'en matière d'approvisionnements, ce forum sera l'occasion de mettre en avant le rôle du secteur privé dans les stratégies de relance durable. Nous sommes ravis de réunir, une fois de plus, des personnalités africaines et européennes de haut niveau issues de la sphère publique, du monde économique et de la société civile. C'est ensemble que nous transformerons les défis qui se posent sur le continent africain en opportunités* », a déclaré le président du CFIA, Etienne Giros. Il a défendu la vision ambitieuse, positive et dynamique d'un continent disposant de nombreux atouts, dont sa jeunesse.

Les participants africains et européens ont diagnostiqué les voies à suivre pour arriver au développement et à l'industrialisation du continent noir, la place des entreprises françaises et européennes

dans le cadre du partenariat renoué. Le président du Niger, Mohamed Bazoum, a évoqué la situation sécuritaire et économique dans son pays, insistant sur les opportunités des investisseurs, notamment français. « *Le Niger est en train d'investir dans le capital humain, d'assainir le climat des affaires, de procéder à beaucoup de simplifications, notamment dans le code des investissements et le code général des impôts* », a-t-il expliqué. « *Le continent africain et le Niger disposent d'un potentiel de croissance économique très fort [...], la langue et la culture facilitent les rapports entre les peuples* », a-t-il rappelé, évoquant parmi les secteurs prioritaires à développer celui de l'énergie avec son potentiel dans le domaine des énergies renouvelables. Il pense que « *l'uranium doit revenir à l'ordre du jour dans la production de l'énergie dans le monde* ».

Le facteur de « voisinage » entre l'Afrique et la France

Le président nigérian a aussi relevé, « *de façon générale, une certaine désaffection des entre-*

prises européennes vis-à-vis du continent africain... ». Il trouve que les entreprises européennes et françaises en particulier ne tirent pas suffisamment profit du facteur de « voisinage ». Ce qui s'explique « du fait de l'effet de loupe » causé par les médias en insistant sur le phénomène du terrorisme et de toutes les formes de violence que traverse le continent africain, donnant ainsi l'image figée d'un continent instable, peu sûr, et que les pays du Sahel, à fortiori, sont des pays condamnés, alors que « la réalité est toute autre ».

Au cours de cette édition, plusieurs ateliers ont été organisés sur « Les stratégies pour une relance durable » ; « L'urgence de la sécurité alimentaire et agricole du continent » ; « Le défi de la croissance démographique et urbaine en Afrique » ; « Développement, énergie et protection de la planète : est-ce complémentaire ? ». Les participants ont également invité la France à se réinvestir pour accroître les capacités agricoles d'un continent confronté au défi de la sécurité alimentaire, en raison de la guerre en Ukraine.

N.Nd.

GUERRE DE L'EST

La voie diplomatique privilégiée comme option idéale

Dans sa communication lors du cinquante-neuvième Conseil des ministres qu'il a présidé le 24 juin, par visioconférence, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, est longuement revenu sur la situation sécuritaire à l'Est du pays ainsi que sur la lutte contre les violences communautaires.

L'occasion était toute indiquée pour le chef de l'Etat de conscientiser les membres du gouvernement en rapport avec la situation de rupture de paix aux conséquences humaines, économiques et sociales désastreuses. Sans ambages, le commandant suprême des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et de la police nationale a souligné le fait que le pays fait actuellement face à une agression perpétrée par un groupe terroriste d'inspiration étrangère, avec l'appui irréfutable du Rwanda. Il a, dans le même ordre d'idées, égrené les effets néfastes de cette guerre imposée qui, a-t-il indiqué, tend à retarder le décollage tant attendu du pays et, par conséquent, contraint, non sans mal, le principe d'intégration des peuples tant vanté par l'Union africaine.

Nonobstant cette situation, le président de la République continue de prôner la voie diplomatique qui demeure, à ses yeux, l'option idéale et privilégiée. Et dans cette approche pacifiste, il écarte notamment ceux des groupes armés réfractaires ainsi que les terroristes contre qui la voie militaire reste la seule issue.

Dans la foulée, le chef de l'Etat a tenu à féliciter les groupes armés qui s'engagent déjà et ré-



Des éléments des FARDC au front

solument sur la voie de la paix en déposant les armes. Sur la même lancée, il a encouragé les autres groupes armés à revenir au bon sens et à la raison en faisant de même. Tout en réaffirmant sa ferme volonté d'instaurer une paix durable à l'Est du pays, et sans porter préjudice aux efforts déployés sur le terrain par les FARDC qu'il a félicités au passage, le

garant de la nation a stigmatisé les violences communautaires de ces dernières heures.

Gare à la stigmatisation et à la xénophobie

Au-delà de la reconnaissance exprimée vis-à-vis du peuple congolais en mettant l'accent sur sa mobilisation spontanée en faveur des forces de défense et de sécurité, le cinquième

président du Congo indépendant a néanmoins mis un bémol. Il a, en effet, tiré la sonnette d'alarme, exhortant ses compatriotes à ne pas céder « à la tentation de l'ennemi en évitant tout discours, tout acte et toute attitude qui friserait la haine, la discrimination, la stigmatisation et la xénophobie ».

A ce sujet, le premier d'entre

«la République démocratique du Congo est et restera une Nation, un vivier de cohabitation pacifique entre communautés dans ce vivre ensemble richement divers qui a toujours fait sa force»

les Congolais a prévenu sur les dividendes que pourrait tirer l'ennemi de ces agissements en jouant à la victimisation, véritable fonds de commerce rentable auprès des instances décisionnelles internationales. Il a également insisté sur l'hospitalité de la RDC et de son peuple réputé accueillant, pluriel et pacifique. Car, a-t-il dit, «la République démocratique du Congo est et restera une Nation, un vivier de cohabitation pacifique entre communautés dans ce vivre ensemble richement divers qui a toujours fait sa force». Et d'ajouter qu'aucune communauté ne peut se suffire à elle-même et vivre en vase clos. Enfin, tout en exhortant les communautés à promouvoir un climat d'harmonie, de dialogue permanent et de compréhension mutuelle, dans un esprit d'interdépendance, le chef de l'Etat n'a pas manqué de donner des instructions nécessaires dans cette direction. Aussi, la ministre d'Etat, ministre de la Justice et Garde de sceaux, a été chargée de mener des enquêtes approfondies sur tous les prétendus actes de violences communautaires en rapport avec la guerre de l'Est, et d'en faire rapport.

Alain Diasso

AGOA

Des opportunités mal connues en RDC

Deux ans après sa réadmission, la République démocratique du Congo (RDC) donne toujours l'impression de vouloir rester dans l'immobilisme. Des voix s'élèvent déjà pour exiger aux dirigeants et industriels congolais plus de réformes et d'audace du vaste marché nord-américain. A ce sujet, le prochain Forum sur l'Agoa, prévu pour juillet à Dallas, offrira une occasion aux autorités congolaises de mieux affûter leur stratégie d'attaque.

Depuis 2000, le monde des affaires a appris à composer avec le célèbre « African Growth And Opportunity Act », mieux connu à travers son sigle Agoa. Il s'agit d'abord d'une loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique promulguée par le Congrès américain. Les principaux bénéficiaires sont les pays en voie de développement et ceux les moins avancés de la région. L'Agoa dépasse ainsi le domaine traditionnel d'une loi à cause des relations qu'elle est censée réguler. Même si le débat entoure à ce jour la motivation profonde d'une telle politique par le pays de l'Oncle Sam,

certaines acteurs congolais de premier plan n'hésitent pas à mettre en exergue les résultats mitigés et la fragilité du cadre légal de la coopération pour s'opposer au retour de la RDC sur ce marché. Se référant à de nombreux rapports, ils arrivent même à relever un faible taux d'échanges commerciaux entre la RDC et les États-Unis d'Amérique depuis 2009, malgré le statut de pays bénéficiaire du cadre de l'Agoa.

Loin des débats politiques, le sujet passionne aussi le monde économique. Il serait illusoire de critiquer quelque chose dont les contours restent assez flous. Au cours d'un diner d'affaires, le 25

juin, la question de l'Agoa était au centre des discussions. Deux ans après la réadmission de la RDC, le constat est d'abord l'absence d'une profonde connaissance des opportunités du cadre légal. Sans réelle maîtrise des enjeux de l'Agoa pour le pays, il est difficile d'évaluer objectivement le bénéfice à tirer. Aussi le prochain Forum de juillet à Dallas offrira-t-il la possibilité de mieux connaître ce marché. Il revient au gouvernement de la République, au Parlement et aux industriels d'aller sur place pour découvrir les opportunités de l'Agoa. Le principal défi à relever, selon les experts du secteur écono-

mique, est de s'écarter totalement de la logique de l'aide au développement pour s'orienter vers les échanges commerciaux plus compétitifs. Par ailleurs, l'Agoa n'exclut pas que des structures américaines interviennent pour assurer le développement des producteurs locaux.

Au niveau des efforts congolais, il y a principalement la nécessité d'assurer une meilleure compétitivité des produits. Pour y parvenir, le pays doit se conformer à la normalisation et la standardisation du label « Made in Congo ». Il existe aujourd'hui plusieurs produits locaux qui peuvent faire l'objet

d'exportation vers les États-Unis d'Amérique. Le pays est producteur de tabac, du blé, du café, du caoutchouc, du bois, de l'huile de palme, la liste n'est pas exhaustive. Pour consolider le marché d'exportation, il faut à la fois un soutien du secteur public aux producteurs locaux et une meilleure intégration dans les structures sous-régionales comme la Sadec ou la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. Tout doit concourir à la mise en place d'un ensemble de normes de standard de production acceptables tant au niveau national qu'international.

Laurent Essolomwa

PORT EN EAUX PROFONDES DE BANANA

Début d'indemnisation des propriétaires des parcelles expropriées

Le gouvernement a débuté, le 27 juin, l'opération d'indemnisation des propriétaires des parcelles expropriées dans le site choisi pour la construction du port en eaux profondes de Banana, dans le Kongo central.

Selon le ministre chargé des Affaires foncières, Aimé Molendo Sakombi, soixante-dix familles sont concernées par l'opération d'indemnisation. Le gouvernement a déjà déboursé trois millions de dollars américains à propos. « *Je suis à Muanda pour évaluer des indemnités des personnes impactées par le vaste projet très cher au président de la République du port de Banana, en partenariat avec DP World basé à Dubaï* », a affirmé le ministre sur radiokapi.net. Il est question, a-t-il expliqué, de lancer le paiement. Il a assuré que le 1er juillet prochain, le gouvernement remettra aux partenaires les titres de propriété au nom de la firme saoudienne DP World RDC dans laquelle l'Etat détient 34% de parts. Rappelons que le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a lancé les travaux de construction de ce port le 31 janvier dernier à Muanda. Les travaux sont estimés à plus d'un milliard de dollars et s'achèveront en 2025. Ces infrastructures permettront à la République démocratique du Congo (RDC) d'avoir une ouverture sur la mer et, surtout, d'accueillir de gros bateaux.

Lucien Dianzenza



Plusieurs familles impactées négativement par la construction du Port de Banana.

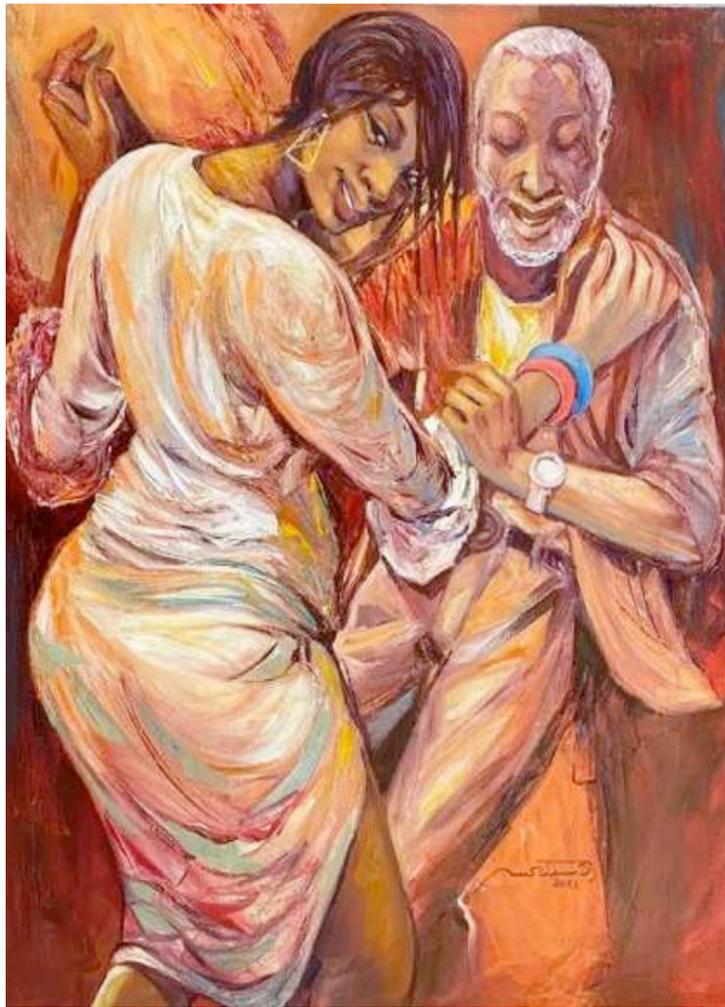
EXPOSITION RUMB'ART

La rumba montrée sous ses plus beaux atours

Tout un univers gravite autour de la musique congolaise qui n'est pas que chanson ou danse, mais aussi art et passion de vivre, l'identité de tout un peuple qui s'exprime notamment à travers ses habitudes vestimentaires. Ces diverses représentations de la musique congolaise sont livrées par les cinquante-huit artistes plasticiens, sculpteurs et peintres en majorité, qui exposent du 24 juin au 15 juillet, à Wallonie-Bruxelles.

L'expositio Rumb'art, tenue à raison pour une première du genre, manifeste la place toute particulière que l'on réserve désormais à la rumba de manière vraiment expresse. Pan important de la culture des deux Congo, elle s'est toujours défendue toute seule, maintenant qu'elle est l'objet de l'attention de tous depuis son inscription au patrimoine immatériel de l'humanité. Aussi, à leur tour, les plasticiens ont démontré, faisant d'elle leur muse, ses diverses facettes qui font son charme. Dès le hall d'entrée du centre culturel belge, l'on est nez à nez avec des œuvres qui traduisent diversement l'ancrage de la rumba dans le vécu quotidien.

Dans la diversité des œuvres qui composent l'exposition Rumb'art, certaines créent la surprise. La beauté ou l'originalité que l'on décèle en découvrant l'une ou l'autre expliquait l'attroupement observé devant elle au vernissage, le 23 juin. Il y a notamment le «Joueur de maracas» et «Kumba», deux sculptures monumentales bien au centre de la salle devant lesquelles les visiteurs étaient nombreux à se photographier. « *Ces œuvres m'ont appelé, elles m'ont parlé. J'y ai senti beaucoup de force et en même temps une grande fragilité.*



Rumba ou le divertissement de Denis Matemo/DR

C'est ce paradoxe et leur audace qui m'a plu. Faire danser dans le désespoir de ce que l'on voudrait jeter; c'est beaucoup de soleil dans une atmosphère cruelle », a commenté la soprano Isabelle Kabatu.

telée, elle n'a rien à avoir avec le canon occidental mais entre plutôt dans le canon typiquement congolais ». Jean-Alain Masela a renchéri : « *Je suis parti de la kumba à la rumba, évoquant les origines cubaines de notre rumba avec le «Joueur de maracas» et quoique devenue rumba, elle en a gardé les germes comme en témoigne notre chère «Kumba», figure de la rumba moderne dansée par une femme contemporaine* ».

Des thèmes variés

Les thématiques sont diverses, quand elles sont en vedettes, les stars sont présentées selon les époques et les styles. Pour sa part, Francine Mava a choisi de parler de la «Rumba au présent». *A voir tous les murs tapissés de toiles du hall au deuxième niveau où est ouverte la nouvelle salle d'exposition, il n'était pas facile de tout scruter. C'est là que les thèmes sont les plus variés. «Le divertissement», c'est cette description que livre une des toiles de Denis Matemo et, pour le peintre populaire Moke Fils, c'est le «TP OK Jazz» qui excelle dans cet art et la représentative au mieux, alors que Papy Malambu y voit le «Réveil de l'Afrique». Dans la perspective de la pérenniser, Bafululu*

évoque la «Rumba à travers les enfants». La Sape revient souvent, hommes en costume-cravate, femmes et même enfants sapés apparaissent sur plusieurs toiles aux couleurs chatoyantes. La coiffure n'est pas en reste avec Dikisongele qui renvoie à l'afro très à la mode en ce moment que l'on perçoit en regardant de belles têtes, impressionnantes tout de même, coiffées de bonnets.

« *L'imagination s'est déployée à travers plusieurs expressions auxquelles l'on n'avait pas pensé avant* », a confié au «Courrier de Kinshasa» Me Lema. Sans nul doute, Rumb'art est une exposition qui fait figure d'exception, selon le peintre, compté parmi les doyens encore vivants. Le thème est original en soi. Et il n'a pas tort. Par ailleurs, le résultat est impressionnant, il n'y a pas souvent eu autant de participants et le nombre d'œuvres exposées offre à la vue une multiplicité de déclinaisons de la rumba qui enchante. Coup de chapeau à la République démocratique du Congo, terre d'artistes qui a mis son génie à proposer cette exposition qui manifeste autrement la rumba à travers l'expression multiple des plasticiens kinoï, associés à Kashando de Bukavu et Jean Kiat de Lubumbashi.

Nioni Masela

SANTÉ

Plus de 1 700 médecins seront alignés à la prime de risques

Les travaux de la commission paritaire gouvernement-banc syndical sur l'harmonisation de l'enveloppe salariale ont été clôturés, le week-end dernier, au quartier Bibwa, dans la périphérie de Kinshasa. Les deux parties ont notamment décidé de l'alignement de 1741 médecins et 3 000 infirmiers à la prime de risques d'ici au quatrième trimestre de l'année en cours.

Les négociations entre le gouvernement et le banc syndical ont duré neuf jours. A part l'alignement des médecins et infirmiers à la prime de risques, d'autres résolutions sont, entre autres, le renouvellement, par le gouvernement, de son engagement à régulariser la situation administrative des agents publics du secteur de la santé; la mécanisation progressive des agents matriculés après leur identification biométrique; l'assainissement du fichier et la mise à la retraite; l'alignement à la prime de risques des agents éligibles au quatrième trimestre de l'année en cours; la signature du barème pour chaque catégorie applicable sur trois ans à partir de 2023, en fonction de l'évolution de la situation économique et financière, etc.

En dehors de ces résolutions générales, les travaux ont aussi donné lieu à des options spécifiques à chaque syndicat. Pour les syndicats des médecins, par exemple, il a été retenu l'alignement à la prime de risque de tous les médecins constituant le reste du fichier de Bibwa, soit 1741 dont 1674 à aligner et 67 proposés pour le remplacement des doublons au quatrième trimestre de cette année. Il a également été levé l'option d'un quota additionnel pour les omis et les nouveaux affectés; ainsi qu'un quota spécial de cent médecins pour les forces armées dont l'effectif s'élève à 211, après certification à l'Ordre des médecins.

Pour les infirmiers, il a été décidé l'alignement de 3000 infirmiers au quatrième trimestre de l'an-



Une marche de réclamation des médecins DR

née en cours ainsi que l'inscription des crédits relatifs à la catégorie des infirmiers dans l'annexe à la loi des finances à partir de

2023. A part ces décisions, cent pharmaciens, vingt chirurgiens, dix-huit médecins physiques, mille administratifs et huit cents

autres professionnels de santé seront aussi alignés au quatrième trimestre de cette année.

Lucien Dianzenza

SEPTIÈME ART

La passion fait avancer la profession malgré l'absence des écoles de formation

Le cinéma attire de plus en plus, la pratique se faisant beaucoup plus courante depuis cinq ans qu'il y a dix à Kinshasa comme à Lubumbashi. Les réalisateurs financent seuls leurs projets mus avant tout par la passion comme le fait Fils Ngeleka, qui arrive à gagner des prix, en dépit de la précarité caractérisant le secteur.

Le milieu du cinéma est très prometteur à Lubumbashi. La nouvelle génération des cinéastes assure une certaine impulsion après celle de leurs devanciers des décennies précédentes avant les années 2000. Ainsi, le cinéma y est décrit comme très actif et dynamique par les acteurs du secteur à l'instar de Fils Ngeleka. Il a dit au «*Courrier de Kinshasa*», à ce propos : «*Il y a beaucoup de potentiel, beaucoup de talents s'y expriment certes, mais il recherche encore ses repères. Il en est à des balbutiements faute d'écoles de cinéma et de structures d'insertion professionnelle. Il n'y a pas de circuit de distribution de films, mais néanmoins beaucoup de volonté de la part des jeunes*».

Plusieurs jeunes ont beaucoup à raconter et veulent le faire. Des talents, il y en a plusieurs, mais tout peine à bien se mettre en place et avoir pleine expression parce qu'il faudrait de la formation. Bien plus, que cela rencontre un écosystème qui permette qu'à la fois la volonté des gens et leurs talents trouvent le moyen de s'exprimer pleinement.



Un extrait du film «*Nous sommes le changement*» /DR

Dans ce contexte où le septième art essaie de faire ses preuves, «*recherche sa stabilité*», il ne nourrit pas son homme, ne permet pas aux cinéastes de vivre de leurs réalisations. «*Pour le moment, comme c'est le cas pour moi, le cinéma se pratique plus par passion que pour autre chose. C'est un médium qui me permet de m'exprimer et c'est pareil pour la plupart des personnes actives, des artistes actifs dans cette*

sphère dans le Katanga», a dit Fils Ngeleka.

L'envie de raconter son quotidien, de sensibiliser sa communauté aux problématiques sociétales, de porter sa parole à travers le monde prime et mobilise les énergies autour de sa pratique. «*Il ne suffit pas d'avoir la passion, d'être artiste, il faut se donner les moyens de son art. Je me donne les moyens de mon art pour pouvoir maintenir ma flamme*», a affirmé le

jeune réalisateur.

«*Nous sommes le changement*» est l'un des courts métrages qui ont révélé Fils Ngeleka au public, sans doute à cause du sujet qu'il traite. Ce court métrage aborde une problématique sociétale, le lévirat. Le fait que la veuve soit donnée en héritage à l'un des frères de son défunt conjoint. «*Je prends pour prétexte l'histoire que je raconte pour raconter ma vue sur le sujet, ma vision de changement,*

de développement pour le Congo. Au-delà du récit, je veux seulement dire que le changement sommeille au fond de nous, nous avons ce désir au fond de nous. Et, de la conjonction des uns et des autres peut naître le grand changement que nous appelons de tous nos vœux», a-t-il expliqué.

Le cinéaste dit avoir trouvé un moyen de sensibiliser sa communauté, ses proches et le monde à la fois, sur le fait que le désir de changement voulu sur une question, un sujet ou un autre sommeille au fond de tout le monde. «*La situation du Congo l'illustre assez bien, nous sommes impliqués dans la marche de ce pays à des niveaux différents de responsabilité mais si tous, les autorités y compris les citoyens lambda, ceux qui disposent de très peu ou pas de pouvoir, joignons nos volontés et actions de changement, nous pourrions apporter le changement. Changer le Congo comme nous souhaitons qu'il devienne*», a conclu Fils Ngeleka.

Nioni Masela

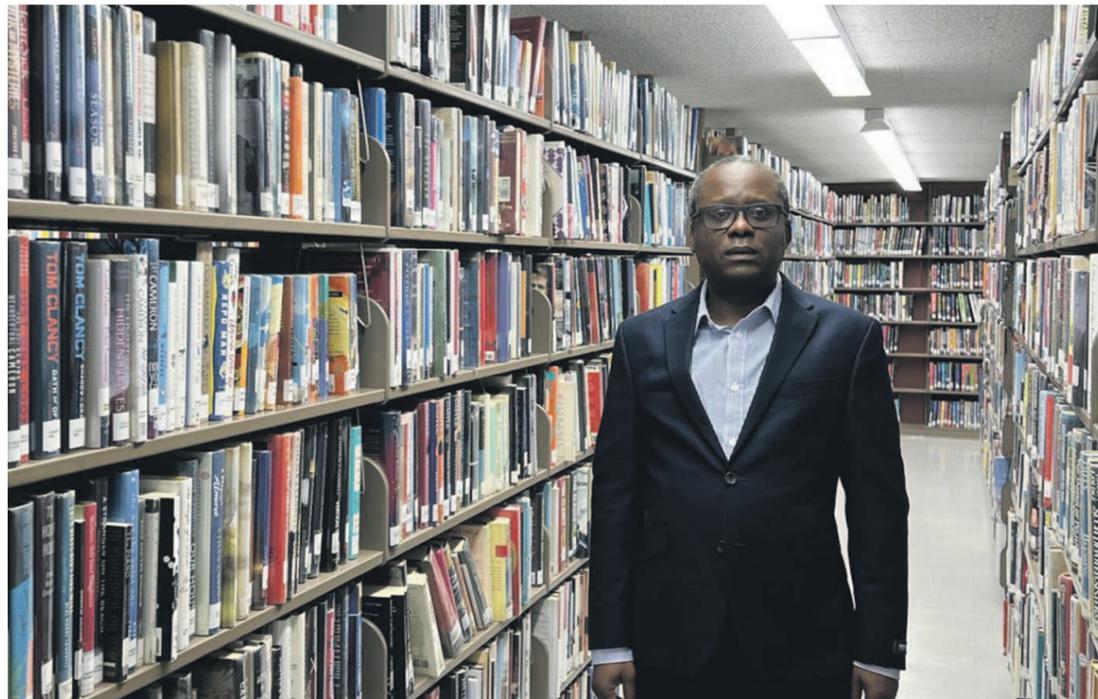
CONGRÈS MONDIAL DE L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE

Le Congolais Arsène Francoeur Nganga interviendra sur la traite négrière transatlantique

Le dix-neuvième congrès mondial de l'histoire économique (world economic history congress) se tiendra du 25 au 29 juillet prochain à Paris, en France, et connaîtra la participation d'une Européenne, d'un Sud-Américain, de deux Nord-Américains, et d'un seul Africain, le Congolais Arsène Francoeur Nganga.

Le congrès abordera les « ressources » comme l'un des principaux défis du monde contemporain. Il envisagera des sessions sur toutes les catégories de ressources, notamment naturelles, matérielles, immatérielles et humaines (travail et savoir-faire) : eau, air, énergie, produits alimentaires, matières premières, travail, capital, brevets, etc. Le comité d'organisation accueille un large éventail d'approches en histoire économique parmi lesquelles l'histoire sociale, l'histoire urbaine et rurale, l'histoire ou l'économie de la finance, les sciences et technologies, l'histoire du genre, l'histoire culturelle, etc., démographie, géographie, environnement, anthropologie, sociologie, socio-psychologie..., de résultats nouveaux (ou renouvelés) dans l'histoire économique.

Trois conférences sont prévues en plénières, présentées par des chercheurs de renommée internationale (Keynote lectures). Environ deux cents sessions seront organisées, sélectionnées par le comité exécutif de l'IHEA, réparties en trois groupes parallèles de vingt sessions, à savoir sessions simples de quatre-vingt-dix mi-



L'historien congolais Arsène Francoeur Nganga. DR

nutes en trois communications et sessions doubles de cent-quatre-vingt minutes en six communications.

Les thèmes choisis touchent tous les aspects de l'histoire dont l'histoire sociale, l'histoire urbaine et rurale, l'histoire de la finance, l'économie des sciences et des technologies, l'histoire du genre,

l'histoire culturelle, etc. Ces thématiques sont également à l'intersection d'autres disciplines, notamment la démographie, l'environnement, l'anthropologie, la sociologie, la psychologie, etc. Au-delà de l'ampleur et de la diversité des recherches menées actuellement en histoire économique, les séances proposeront

également une réflexion sur les méthodes en histoire économique, en histoire de la pensée économique ou de la théorie économique, ainsi que des échanges sur les pratiques innovantes en matière d'archives et d'autres sources de données historiques. La session de la traite négrière transatlantique, présidée par le

Pr Matthew Mitchell de l'université du Tennessee (Etats-Unis d'Amérique), aura lieu le 26 juillet de 9h-12h00. Elle connaîtra l'intervention du Congolais Arsène Francoeur Nganga, doctorant en histoire et civilisations africaines et ancien chercheur résident de la Brown University (Etats-Unis), chercheur associé du Centre international de recherche et de documentation sur les traditions et les langues africaines, au Cameroun, et du Cercle international de recherche et d'études des civilisations Bekwel au Congo. L'historien congolais interviendra donc sur « Les conséquences des produits de traite sur l'économie du royaume Kongo et ses environs entre le XVI et le XIX^e siècles ».

Les autres membres de ce panel sont Anne Rudderhann de la London School of Economie de Londres (Grande-Bretagne), Nicholas Crawford de l'Institute for advanced studies de Toulouse (France) et Maximiliano Mac Menz de l'université fédérale de São Paulo (Brésil) et Matthew Mitchell, président du panel de l'université du Tennessee (Etats-Unis).

Bruno Okokana

EN VENTE

Le Protocole de Brazzaville
Une victoire congolaise méconnue
Pierre OBA

Laurent Tongo
LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

Hérisonne PAYIMA LOMBOBO
La CICOS et l'intégration des États de l'Afrique centrale
Préface du Pr Godefroy MOYEN

Roland BEMBELLY
Code des Hydrocarbures du Congo
Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAYI
Le Commandant Marien Ngouabi (1935-1977)
Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique
Préface du Pr Théophile OUBENGA

Simon Batoumeni
Histoire politique du Congo-Brazzaville

Simon BATOUMENI
Vues de l'intérieur
Réflexion politique sur le Congo-Brazzaville
Essai / Etude politique CS

Roland Bembelly et Annicet Cyriaque Nassy Pratt
Précis de sous-traitance au Congo
Nouvelle réglementation de la sous-traitance pétrolière

Claude-Richard M'Bissa
L'histoire au présent (2005 - 2020)
Une contribution à la vérité sur la gouvernance publique du Congo

Placide Moudoudou
PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

THÉÂTRE

«La marmite de Koka Mbala» présentée au public

Le théâtre national congolais a présenté, le 25 juin au Cercle africain de Pointe-Noire, « La marmite de Koka Mbala », une pièce écrite par Guy Menga racontant la cruauté qu'on faisait subir aux jeunes. Pour des délits parfois moindres, ils étaient condamnés à être enterrés vivants sur la place du marché.

C'est sur une scène ouverte sur les côtés que la troupe théâtrale a donné sa prestation, au Cercle africain de Pointe-Noire. Des centaines de spectateurs ont pris place dans ce vaste lieu, doté d'une scène lumineuse, avec des cintres et un décor formidable.

À travers « La marmite de Koka Mbala », le théâtre national a transporté les spectateurs dans le royaume de Koka Mbala, que dirigeait le roi Bintsamou. Dans cette royauté, les lois étaient rigides, les juges inflexibles et impitoyables. Ces lois frappaient surtout les jeunes et n'étaient clémentes que pour les adultes.

Cette situation avait pris de l'ampleur grâce à une marmite sacrée, dans laquelle reposaient tous les esprits des ancêtres du royaume. Inventée par Bobolo, la marmite à esprits était destinée à faire peur à ceux qui hésitaient de prononcer la condamnation à mort de tout jeune surpris en flagrant délit...

En effet, en inventant cette marmite, Bobolo avait concocté un plan macabre bien défini, celui d'exterminer la jeunesse de Koka Mbala de peur qu'elle accède au trône qu'il convoite

depuis belle lurette. Pour mettre son plan en exécution, le premier conseiller du roi doit recourir à une ruse. Il décide alors de traduire le jeune Bitala, âgé de 16 ans, devant le tribunal royal, l'accusant de l'avoir surpris en flagrant délit, contemplant et désirant sa femme qui se baignait nue.

Appuyé par les notables, Bobolo exige donc la condamnation à mort du jeune homme. Mais le roi s'y oppose et décide d'acquitter le jeune Bitala, le bannit du royaume et l'envoie en exil.

Quelques jours plus tard, le jeune Bitala réapparaît, organise tous les soirs des réunions avec les autres jeunes de la contrée pour démasquer le grand féticheur Bobolo et assainir l'entourage du roi composé de ses complices.

Informé de cela, le premier conseiller du roi anticipa la tenue d'une réunion, pendant laquelle il exigea la démission du roi au cas où il ne condamnerait pas à mort le jeune Bitala.

Le roi demanda à ce que sa femme, la reine Lemba, soit présente pour dire son verdict, une fois sur place, cette dernière soutiendra le roi son mari à prendre une sage décision et



Une scène de la pièce / Adiac

à ne démissionner ni condamner à mort le jeune Bitala.

Pour le premier conseiller et ses complices, notamment les notables, en faisant appel à sa femme, le roi a enfreint à la tradition et désobéi aux lois ancestrales, dès lors ils créent un mouvement de panique dans le but de le révoquer de ses fonctions.

Mais Bobolo et ses compères n'iront pas loin, puisque Bi-

tala et les autres jeunes de la contrée vont faire irruption pour mettre fin et arrêter les prompteurs de ce scénario. Ausitôt, le roi Bintsamou ordonna l'arrestation de son premier conseiller Bobolo. La marmite qui semait la terreur aux habitants fut brisée et le premier conseil dissous. Ainsi, sera libérée la jeunesse de Koka Mbala du grand féticheur et de ses complices.

Notons que cette pièce a laissé un angle de réflexion auprès des spectateurs, notamment sur le rôle des femmes pendant les périodes de conflits. Elle a été présentée dans plusieurs scènes, précisément à l'espace Yaro, dans le quatrième arrondissement Loandjili. Le public a été réceptif aux messages que véhicule cette histoire..

Hugues Prosper Mabonzo
et Hervé Brice Mampouya



OUVERTURE DES LIGNES

ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!

après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

LÉGISLATIVES 2022

Le candidat du PCT à Loandjili 1 appelle ses électeurs à la vigilance

Anatole Collinet Makosso a été, le 25 juin, à Pointe-Noire face à ses électeurs dans la première circonscription électorale du quatrième arrondissement, Loandjili.



Anatole Collinet Makosso/Adiac

Les électeurs ont exprimé leur satisfaction au candidat à travers les différents mots des représentants des mamans, des jeunes et des papas. Ils ont loué quelques actions entreprises ou appuyées à Loandjili 1 par le député sortant et actuel candidat du Parti congolais du travail (PCT), Anatole Collinet Makosso. « La liste de vos actions et réalisations en faveur de la jeunesse de Loandjili 1 n'est pas exhaustive. Ainsi, fort de tout ce qui précède, nous vous réaffir-

mons notre engagement à vos côtés pour les cinq années à venir », stipule le mot des jeunes. Pour sa part, Anatole Collinet Makosso a rappelé à ses électeurs que le PCT est un parti du peuple qui a comme devise « Tout pour le peuple, rien que pour le peuple ». Remerciant ainsi les membres de la fédération PCT Pointe-Noire et les comités locaux de développement de Loandjili 1, il a pris quelques nouveaux engagements pour les cinq prochaines années, notam-

ment la modernisation de l'école Balou-Constant, l'éclairage du collègue Moe-Poaty, la lutte contre la délinquance juvénile, la réhabilitation de quelques ponts situés dans les quartiers 401, 403 et le pont du Bateau de prince. « Les problèmes de notre circonscription sont connus, on va se battre pour les résoudre, soyez donc vigilants et allez voter massivement, le 10 juillet prochain, en faveur de votre candidat », a-t-il invité.

Séverin Ibara

DRAME DE MELILLA

L'Union africaine demande une enquête

Le chef de la Commission de l'Union africaine, le Tchadien Moussa Faki Mahamat, a dénoncé le traitement violent et dégradant des migrants africains lors d'une tentative d'entrée massive dans l'enclave espagnole de Melilla, réclamant une enquête sur ce drame qui sera examiné mercredi par le Conseil de sécurité de l'ONU.

« J'exprime ma profonde émotion et mon inquiétude face au traitement violent et dégradant de migrants africains cherchant à traverser une frontière internationale entre le Maroc et l'Espagne », a tweeté Moussa Faki.

« J'appelle à une enquête immédiate sur cette affaire et rappelle à tous les pays leurs obligations, aux termes de la loi internationale, à traiter tous les migrants avec dignité et à faire porter leur priorité sur leur sécurité et leurs droits humains, tout en réfrénant tout usage excessif de la force », a ajouté le chef de la Commission de l'UA.

Dans un tweet, l'ambassadeur du Kenya à l'ONU Martin Kimani a annoncé qu'à l'initiative de son pays, soutenu par le Gabon et le Ghana, celui-ci allait tenir une réunion à huis clos sur la répression violente des migrants de vendredi.

La session prévue mercredi portera sur la violence meurtrière à laquelle sont confrontés les migrants africains entrant dans l'enclave espagnole de Melilla depuis le territoire marocain, a précisé le diplomate kényan.

Interrogé lors de son point-presse quotidien sur le drame survenu vendredi, le porte-parole des Nations unies Stéphane Dujarric s'est borné à déclarer que l'ONU déplorait cet événement tragique et la perte de vies qui en a résulté.

L'Espagne avait au préalable salué lundi la collaboration de Rabat dans la défense de ses frontières, alors que de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer une enquête sur les décès des migrants.

Au moins 23 migrants ont péri et 140 policiers ont été blessés, selon les autorités marocaines, lors d'une tentative d'entrée de quelque 2.000 migrants dans l'enclave espagnole de Melilla, en territoire marocain.

Ce bilan est le plus meurtrier jamais enregistré lors des nombreuses tentatives de migrants subsahariens de pénétrer à Melilla et dans l'enclave espagnole voisine de Ceuta, les seules frontières terrestres de l'Union européenne avec le continent africain.

D'après AFP

TRANSFERTS

Matimbou à Bobigny, Biatoumoussoka en Bulgarie

Formé au Paris saint-Germain, Will-Césaire Matimbou va poursuivre sa carrière en région parisienne : après trois saisons à l'Entente-Sannois-Saint-Gratien, l'international congolais de 22 ans s'est engagé pour une saison en faveur du FC 93, basé à Bobigny.

La saison dernière, il a joué 20 matches, pour 26 buts encaissés et 6 clean sheets (matches sans encaisser de but). Son club avait terminé à la dernière place du groupe B de National 2, alors que Bobigny s'était classé 4e. Pour sa part, formé à



Bordeaux, Messie Biatoumoussoka va tenter de lancer, enfin, sa carrière en première division : après des échecs à Charleroi (entre 2018 et 2021), puis des passages dans les anonymes divisions inférieures chypriote (Xylytymbou) et roumaine (Selimbar), le défenseur central de 24 ans s'est engagé en faveur du Botev Vratsa, promu en première division bulgare.

Notons que le natif de Saint-Denis, en région parisienne, est conseillé par l'ancien joueur international Sendo Nokolo.

Camille Delourme

MUSIQUE

Roga-Roga et Extra Musica se produiront à Paris

L'annonce a été faite par le patron du groupe Extra Musica, Roga-Roga, lors du concert donné à sa résidence du quartier Le Bled, à Brazzaville, à l'occasion de son retour d'une tournée européenne qui a produit ses fruits, le 27 juin.

L'artiste musicien et son orchestre se rendront à Paris, en France, du 9 au 20 juillet. Extra Musica se produira au Melting Crew Awards à Fontenay-sous-bois, près de Paris, en faveur des jeunes de 15 à 20 ans. « Nous avons aussi besoin de ce public jeune. C'est important de jouer aussi pour eux », a déclaré le suprême lampadaire Roga-Roga. Le Melting Crew Awards est un tremplin pour la diversité et la jeunesse qui a vu naître différents artistes en leur laissant l'opportunité de performer sur scène et développer leurs talents. Il est organisé par Afouz Olongo.

Toujours dans la capitale française, Extra Musica enregistrera l'album de l'un des plus grands bassistes congolais, en l'occurrence Espé bass. Après, Roga-Roga et ses poulains reviendront à Brazzaville pour donner un concert VIP au Radisson Blu Mbamou palace hôtel, le 23 juillet. Six jours plus tard, le groupe se rendra au Tchad pour donner deux productions, les 29 et 30 juillet. « Après cette série de productions, je prendrai mes vacances de trois semaines à la Côte d'Azur à Nice, précisément du 1er au 25 août. Je



Roga-Roga parlant de sa tournée européenne / Adiac

reviendrai à Brazzaville, le 26 août, pour une production signée MTN, le 28 août, sur la Corniche de Brazzaville », a précisé le patron d'Extra Musica.

Une tournée à succès

La tournée européenne de Roga-Roga, accompagné d'Espé

bass, a été marquée par la promotion de son EP "Bokoko" adulé par les mélomanes de partout. Plus de quinze dates ont suffi aux deux artistes de sillonner des villes européennes pour des show cases, des émissions de promotion dans les grandes chaînes de télévision

en Europe. Les villes de Marseille, Lyon, Poitiers, Bordeaux, Hambourg, Milan, Genève, etc., ont vu se produire les deux artistes. Ils ont été accompagnés par certains anciens sociétaires du groupe Extra Musica invités, notamment Kila Mbongo, Stève Celtel, Papija le perroquet.

Dans le même élan, Roga-Roga a reçu la distinction de YouTube pour avoir totalisé vingt millions de vues en huit mois avec la chanson "Bokoko" et pour avoir enregistré, dans sa chaîne YouTube, plus de cent millions d'abonnés. Une cérémonie de remise de ce trophée a été organisée à Paris par l'équipe de YouTube, en présence de plusieurs journalistes et une invitée de marque, l'ancienne directrice déléguée de l'Institut français du Congo, Marie Audigier, ainsi que le tourneur de l'artiste.

Devant plusieurs invités, les artistes musiciens d'Extra Musica ont démontré leur force de frappe et leur capacité à pouvoir jouer sans leur leader. Assis avec ses invités après son speech, Roga-Roga a suivi avec joie la prestation de ses poulains. Sa propre voix a été interprétée brillamment par le chanteur Roxy Eclipse. Des chansons comme, "Trahison", "Golden de Ninelle", "Mogombo", "Bokoko" ont été jouées au grand plaisir de tous.

Notons que l'EP "Bokoko" a été bien accueilli dans le milieu musical ainsi que dans le monde du showbiz.

Bruno Okokana

PORTRAIT

Reconnaissance pour Emilienne Raoul

Les sociétés humaines doivent être construites sur le mérite et la compétence pour que la performance et l'efficacité soient des résultats de l'œuvre sociale. Que l'ancienne ministre Emilienne Raoul soit élevée au rang d'officier de la légion d'honneur française n'est que justice !



La République du Congo a été reconnaissante envers Emilienne Raoul à maintes reprises, à travers plusieurs distinctions honorifiques. La France a emboîté le pas pour reconnaître les mérites de cette universitaire chevronnée, femme politique et militante dévouée tant elle a animé pendant de nombreuses années le Centre de formation des femmes en politique et a été membre du Comité national des femmes pour la paix.

Plusieurs fois ministre et députée, Emilienne Raoul est actuellement présidente du Conseil économique, social et environnemental. Lorsqu'elle

était ministre de la Santé et de la Population, elle se préoccupait beaucoup de l'amélioration de l'offre de santé par la formation du personnel soignant et administratif ainsi que la construction des hôpitaux. A l'époque, avec son cœur de mère, de femme pieuse et en sa qualité de ministre des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité, on la voyait debout, habillée comme un homme, sur les lieux des sinistres et autres catastrophes naturelles, fortement affligée par la situation des victimes.

Pilotant l'opération Lisungi financée par le gouvernement congo-

lais en partenariat avec la Banque mondiale en faveur des couches démunies, les Congolais ont mesuré l'élan de solidarité qui caractérise cette philanthrope qui invitait les chefs de quartier et autres acteurs impliqués dans le processus à bien organiser le recensement des bénéficiaires pour que personne ne soit lésé.

Emilienne Raoul mérite cette reconnaissance des autorités françaises ! Les propos de l'ambassadeur de France à cette occurrence montraient combien le travail administratif et universitaire accompli par cette dame est titanesque.

Roger Ngombé